



Direction de la citoyenneté et des affaires éducatives
1-9, place de la Mairie – 67240 BISCHWILLER
☎ 03 88 53 99 69 – Fax. 03 88 53 99 65

Année scolaire : _____

DEMANDE DE DEROGATION HORS COMMUNE

(Enfants domiciliés en dehors de Bischwiller)

1^{ère} demande

Renouvellement

Cadre réservé à l'Administration

Ecole demandée : _____ Date de dépôt : ____/____/____
Avis de la commission : Favorable Défavorable Date de l'avis ____/____/____

OBJET DE LA DEMANDE

Ecole de SECTEUR _____
Ecole SOUHAITEE _____ Classe : _____

ENFANT CONCERNE

Nom : _____ Prénom : _____
Date de naissance : _____

INFORMATIONS SUR LE DEMANDEUR

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Téléphone fixe : ____/____/____/____/____ Téléphone portable : ____/____/____/____/____

FRERES ET SŒURS SCOLARISES RESIDANT A LA MEME ADRESSE

Nom (s) et prénom(s)	Date de naissance	Scolarisé (e) à Bischwiller (OUI/NON)	Etablissement fréquenté

MOTIF(S) DE LA DEMANDE

- 1. Garde par une assistante maternelle agréée
- 2. Garde par un parent proche (oncle ou tante, grands-parents, frère ou sœur majeur)
- 3. Raisons médicales
- 4. Rattachement par rapport à l'adresse du lieu de travail d'un des responsables légaux
- 5. Continuité pédagogique de Grande section de Maternelle vers le CP
- 6. Regroupement de fratrie (frère(s) ou sœur(s) déjà présents dans l'école
- 7. Autre (**joindre un courrier décrivant le motif de la demande**)

Je certifie l'exactitude des renseignements portés sur le dossier de demande de dérogation ainsi que sur les justificatifs joints.

Date :

Signature :

Il est rappelé que toute dérogation obtenue sur la base d'une fausse déclaration avérée sera immédiatement retirée et l'enfant inscrit dans son école de secteur.

AVIS DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉCOLE DE SECTEUR (COMMUNE DE RESIDENCE)

Nom : _____ Prénom : _____

Avis : Favorable Défavorable pour le motif suivant :

Cachet, date et signature : _____

PARTIE A COMPLETER PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE RESIDENCE

Je soussigné(e), _____

Maire de la commune de : _____

Déclare avoir pris connaissance de la demande de dérogation scolaire ci-dessus et donne un avis

Avis : Favorable Défavorable pour le motif suivant :

Cachet, date et signature : _____

Pièces à fournir à l'appui de la demande suivant les situations*Partie réservée
à l'administration***1. Garde par une assistante maternelle agréée**

- Une photocopie de l'agrément du Conseil Général
- Une photocopie du dernier bulletin de salaire ou du contrat de travail
- Une photocopie d'un justificatif du domicile de l'assistante maternelle
datant de moins de trois mois (*facture d'eau ou d'électricité, de téléphone fixe ou abonnement internet ou quittance de loyer*)

2. Garde par un parent proche (oncle, tante, grand-parent, frère ou sœur majeur de l'enfant)**Attention ! ce motif n'est recevable que si les deux parents travaillent**

- Une photocopie du dernier bulletin de salaire des deux responsables légaux
- Le livret de famille prouvant le lien familial avec les parents de l'enfant
- Une photocopie d'un justificatif de domicile du proche parent datant de
moins de trois mois (*facture d'eau ou d'électricité, de téléphone fixe ou abonnement internet ou quittance de loyer*)
- Attestation sur l'honneur signée par la personne assurant la garde de l'enfant

3. Raisons médicales

- Certificat médical

4. Rattachement à l'école dont l'adresse du lieu de travail d'un des deux parents dépend**Attention ! ce motif n'est recevable que si les deux parents travaillent**

- Une photocopie du dernier bulletin de salaire des deux responsables légaux

5. Continuité pédagogique de la maternelle vers l'élémentaire

Pas de justificatif à fournir. La demande sera prise en compte si l'enfant est dérogataire en grande section de maternelle

6. Regroupement de fratrie

Pas de justificatif à fournir. La demande sera prise en compte si l'enfant a un frère ou une sœur déjà présent(s) dans l'école demandée.

7. Autres situations

- Joindre un courrier décrivant les motifs de la demande

Par ailleurs il est rappelé que l'article 441-7 du Code Pénal stipule : « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000€ d'amende le fait :

- D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts,
- De falsifier une attestation ou un certificat originaire sincère,
- De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié